

La vision américaine du monde post-impérial

MICHAEL LIND*

La politique extérieure des États-Unis d'aujourd'hui est souvent dépeinte comme le prolongement de la grande stratégie que le pays a déployée pendant la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre froide. Selon cette lecture, après la Guerre froide, les États-Unis et leurs alliés du Premier monde ont cherché à universaliser un « nouvel ordre mondial » (libéral) en l'imposant au Second monde, anciennement communiste, et aux pays en développement du Tiers monde. L'objectif de la politique extérieure américaine poursuit ainsi, ou devrait poursuivre, une logique d'élargissement de la communauté des « démocraties de marché » en encourageant la mise en place d'un système économique néolibérale et d'un régime multipartite et le respect des libertés civiles. Cette vision présuppose qu'il ne suffit pas aux états de respecter les droits fondamentaux et le droit international et de se faire membre des institutions politiques internationales traditionnelles, comme les Nations Unies (ONU), et des institutions financières : ils doivent aussi restructurer leurs sociétés pour les rapprocher du modèle euro-atlantique. D'après cette philosophie d'élargissement, l'intégration progressive de toute l'humanité à un nouvel ordre mondial, fondé sur les normes politiques et sociales de l'Atlantique Nord, constituerait un progrès historique.

Dans le présent article, j'avancerai que cette version consensuelle de la stratégie américaine, véhiculée de différentes manières par les administrations Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, mais pas par l'administration George H.W. Bush, marque un changement d'orientation radical par rapport à la stratégie et à la diplomatie des États-Unis au cours des deux siècles précédents. Le projet

*Michael Lind est le cofondateur de *New America*, un institut de recherche américain établi à Washington, à New York, à Chicago et à San Francisco. Michael Lind y travaille comme agrégé supérieur de recherches. Michael Lind a également été assistant du directeur du ministère américain des Affaires étrangères et a enseigné la politique extérieure et les sciences politiques à l'Université Harvard, à l'Université Johns Hopkins et à l'Université Virginia Tech. Il a été rédacteur pour plusieurs hebdomadaires, dont *The New Yorker*, *Harper's Magazine*, et *The New Republic*. Michael Lind écrit régulièrement des articles dans les revues *Politico* et *The National Interest*, ainsi que dans le quotidien *The New York Times*. Il a publié, entre autres, *The American Way of Strategy* (2006) et *Land of Promise: An Economic History of the United States* (2012).

d'ordre mondial défendu par les États-Unis au XIII^e et au XIX^e siècle impliquait le remplacement d'un « système d'états » par une « société d'états », pour reprendre la célèbre distinction faite par Hedley Bull, éminent spécialiste en relations internationales. Dans le cadre de ce projet, partagé par les grandes puissances occidentales, on observe en toile de fond une tradition anglo-américaine qui s'oppose à la fermeture économique du monde, à l'image du soutien de la doctrine de la Porte ouverte que partageaient les Britanniques et les Américains vis-à-vis de l'Amérique latine et de la Chine. Dans la tradition anglo-américaine, les « principes de révolution » des États-Unis ont rendu les hommes d'état américains moins hostiles au républicanisme et à l'anti-impérialisme que les Britanniques.

En favorisant la réorganisation d'un espace politique mondial sur la base de normes établies à partir d'un noyau euro-américain, cette approche traditionnelle ressemble à la philosophie d'élargissement contemporaine, exception faite d'une différence majeure. L'adoption universelle de la souveraineté westphalienne, essentiellement procédurale, et de normes juridiques et diplomatiques, n'a pas nécessité l'homogénéisation de toutes les sociétés de la planète. La réorganisation des sociétés et des cultures nationales requise par l'élargissement westphalien était bien plus limitée que celle qu'impliquait la doctrine américaine contemporaine de l'« ordre mondial libéral », selon lequel seules les « démocraties de marché » sont légitimes. Pour reprendre les mots de Bull et de l'École anglaise, l'idée d'un élargissement de la démocratie de marché supprime la distinction entre une société d'états et une société cosmopolite homogène¹. Pour citer un autre membre de l'École anglaise, Martin Wight, le projet d'élargissement de la démocratie de marché remplace le projet « rationaliste » limité de l'internationalisme américain traditionnel par un projet « révolutionnaire », beaucoup plus radical, d'universalisation de l'ordre social de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale d'aujourd'hui².

Le projet de révolution de l'après-guerre froide impliquant l'élargissement de la démocratie de marché autour du noyau de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) a d'ores et déjà échoué : il a provoqué la résistance de la Chine, de la Russie, des grandes puissances qui sont engagées dans une Deuxième Guerre froide de fait avec les États-Unis et ses anciens alliés. Les pays en développement, comme l'Inde, le Brésil et d'autres membres de la BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) souhaitent bénéficier d'une plus grande autonomie dans leur propre politique économique que celle offerte par le « Consensus de Washington ». Les espoirs de voir le renversement d'autocrates arabes, Saddam Hussein, Mouammar Gaddafi, Hosni Moubarak et Bashar el-Assad, conduire à l'émergence de démocraties multipartites libérales dans le monde arabe ont été horriblement déçus. Les États-Unis et leurs alliés devraient dès lors abandonner

leur projet révolutionnaire triomphaliste d'élargissement et revoir leur objectif historique de parvenir à un *modus vivendi* entre les différentes entités d'une même société westphalienne d'états.

La mondialisation du système westphalien

Lorsque les États-Unis ont gagné leur indépendance, la société westphalienne des états se limitait à l'Europe et à ses colonies. Trois empires prémodernes, chinois, moghol et ottoman, dominaient alors une grande partie de l'Asie orientale, de l'Asie méridionale et du monde musulman. Longtemps avant que les États-Unis n'émergent comme puissance dominante du système, les présidents, les diplomates, les opérateurs économiques et les soldats américains ont bénéficié de l'intégration de ces civilisations régionales rivales dans un ordre westphalien en expansion ; une intégration qu'ils ont même encouragée.

L'introduction des sociétés non occidentales dans cette société des états s'est traduite sous différentes formes, en fonction du niveau de développement, ou de ce qui était appelé avec condescendance le « standard de civilisation³ ». Comme l'expliquait David Fidler, professeur de droit international :

Le standard de civilisation apportait une solution au problème philosophique en obligeant les pays non occidentaux désireux de rejoindre la société d'états internationale à se « civiliser ». Pour être membre de la civilisation westphalienne, un pays non occidental devait devenir un état qui 1) garantissait le respect des droits fondamentaux, tels qu'ils étaient entendus en Occident ; 2) avait un système administratif et politique organisé et disposant de la capacité de gérer des fonctions gouvernementales et d'organiser le pays pour qu'il puisse se défendre ; 3) avait un système législatif national occidental, avec des tribunaux qui administraient la justice de façon équitable sur son territoire ; 4) avait des ressources et des institutions diplomatiques pour permettre à l'état de s'engager dans des relations internationales ; 5) se conformait au droit international ; et 6) se conformait aux coutumes, normes, et mœurs des sociétés occidentales⁴.

Utilisant comme prétexte la demande commerciale ou la protection des marins, des marchands ou des missionnaires, les grandes puissances occidentales ont forcé des sociétés urbaines et agraires instruites, comme la Chine, le Japon et le Siam (Thaïlande), à se conformer au modèle des institutions diplomatiques et juridiques du modèle westphalien et à accepter le statut de membre d'un système élargi, où tous étaient égaux. Les sociétés primitives ou dirigées par des chefs de tribus ou des souverains modestes, comme les communautés autochtones en Amérique, en Australie et en Afrique, ont été qualifiées de « barbares » par le standard de civilisation et placées sous la tutelle d'une ou de plusieurs grandes puissances. Entre les deux, une troisième catégorie d'états, faibles, mais relativement compétents, comme l'Empire ottoman, la Chine impériale et les nouvelles républiques

indépendantes d'Amérique latine, on fait l'objet de « capitulations » en s'associant à des « traités inégaux » qui leur dictaient les concessions commerciales et le traitement à réserver aux ressortissants occidentaux.

Dans le cas de la Chine, les interventions britanniques et françaises dans les guerres de l'opium ont paralysé le régime et ont conduit à une période de trouble qui ne s'est terminée que par la révolution communiste de Mao Zedong en 1949, ou peut-être plus tard, après le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle. À la suite de l'« ouverture » du Japon par le commodore américain Matthew Perry en 1853-54, et la Révolution de Meiji, le Japon s'est révélé bien plus efficace en matière d'occidentalisation et de modernisation, en devenant un état fort de l'ordre westphalien. Le Siam a préservé son indépendance officielle, contrairement aux nations de l'Indochine française, intégrées à l'Empire français.

Pour combler toutes leurs différences avec les monarchies impériales d'Europe, les États-Unis ont eu tendance à approuver l'expansion de la société d'états westphalienne « civilisée » afin de garantir la diffusion du commerce et du christianisme. Avec la Grande-Bretagne, les États-Unis ont cherché à éviter la fermeture des régions non occidentales sous contrôle économique et politique exclusif d'une grande puissance occidentale ou du Japon. La Doctrine de Monroe (1823) et de la Porte ouverte en Chine (1899-1900) proviennent toutes deux de propositions suggérant une action anglo-américaine conjointe par les gouvernements britanniques. Les États-Unis ont protesté, en vain, contre la division de l'Afrique par les empires européens à la fin du XIX^e siècle, à laquelle la Grande-Bretagne a participé avec réticence, préférant l'« empire du libre-échange ». L'approche de la Porte ouverte incarne probablement une tradition anglo-américaine ou hollando-anglo-américaine commune, qui accorde sa préférence à un ordre du monde inspiré des principes de commerce et du droit international de Hugo de Groot, par opposition à la *Machtspolitik* des puissances continentales européennes comme la France, la Prusse/Allemagne et la Russie.

La théorie de la sécurité républicaine : anti-westphalienne ou westphalienne libérale ?

Les fondements philosophiques de la grande stratégie américaine du XX^e siècle et des siècles précédents sont très bien expliqués par ce que Daniel Deudney, professeur de relations internationales et de sciences politiques à la Johns Hopkins University, a appelé la « théorie de la sécurité républicaine⁵ ». Cette dernière prend clairement le parti de la position des hommes d'état américains, pour qui un ordre mondial favorable est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour garantir la « liberté républicaine » sur le territoire.

Le président Woodrow Wilson a invoqué la logique de la sécurité républicaine lorsqu'il parlait de la nécessité de « faire du monde un lieu sûr pour la démocratie ». Par ces mots, il ne signifiait pas que la démocratie américaine ne pourrait jamais vivre en paix tant que tous les pays de la planète n'avaient pas de gouvernement démocratique (un argument également avancé par des présidents plus récents, comme nous le verrons ultérieurement). Son argumentation était plus subtile : il faisait le lien entre la menace de guerre et le niveau de préparation militaire d'une part et le niveau de discipline et de mobilisation du pays d'autre part, qui était selon lui incompatible avec le respect des libertés civiles et la démocratie en raison de la nécessité de transférer le pouvoir de corps législatifs lents à des corps exécutifs capables de trancher dans le vif. Selon Wilson, « si l'Allemagne gagnait la guerre, cela changerait le cours de notre civilisation et ferait des États-Unis une nation militaire » dans la mesure où le pays n'aurait d'autre choix que celui de se défendre par la force militaire⁶. Comme l'a observé Robert J. Art, professeur de relations internationales à l'Université Brandeis, « la menace d'une victoire allemande au cours de la Première Guerre mondiale a fait craindre à Woodrow Wilson que le système démocratique américain ne soit miné par la militarisation de grande envergure dont les États-Unis auraient besoin pour se protéger de l'hégémonie allemande⁷ ».

Des arguments analogues ont été présentés par les internationalistes américains pendant la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre froide. Lewis I. Douglas, directeur du budget de Franklin D. Roosevelt, s'est opposé à l'isolationnisme en ces termes : « se retirer dans l'abri anti-cyclone revient, en définitive, à instaurer un état totalitaire à la maison⁸. » Dans son célèbre discours de fin de mandat sur le complexe militaro-industriel (1961), le président Dwight D. Eisenhower a également adressé une mise en garde contre la militarisation défensive, qu'il a ouvertement critiquée : « la présence simultanée d'un énorme secteur militaire et d'une vaste industrie de l'armement est un fait nouveau dans notre histoire. [...] *Certes, cette évolution répond à un besoin impérieux.* Mais nous nous devons de comprendre ce qu'elle implique, car ses conséquences sont graves⁹ ». (italique ajouté par l'auteur). À l'instar de Wilson et Roosevelt, qui espéraient l'émergence d'un concert de grandes puissances qui superviserait un monde en paix, Eisenhower a appelé les Soviétiques à renoncer à leur stratégie révisionniste agressive et à collaborer à un système international fondé sur une « confédération composée d'égaux » et sur le « désarmement, l'honneur mutuel et la confiance ».

Je répondrais que la logique de la sécurité républicaine a conduit les responsables politiques américains, tels que les présidents Wilson, Roosevelt et Eisenhower, à ne pas rejeter la société des états selon le modèle westphalien, mais plutôt à favoriser une version modifiée de cette dernière, compatible avec les valeurs libé-

rales républicaines. Tous imaginaient une communauté mondiale qui continuerait à se baser sur les états souverains, et non une société cosmopolite d'individus. Loin de discréditer le système westphalien centré sur l'état, l'accent mis par les Américains sur les droits de l'homme en incarnait une version modifiée. Sous les anciennes règles de l'ordre westphalien, les états légitimes ont été invités à traiter les ambassadeurs, les marchands et les missionnaires étrangers conformément à une norme minimale. L'obligation des états de respecter les droits fondamentaux de leurs citoyens constituait à ce titre une extension naturelle de cette approche.

Les tentatives visant à garantir le respect des droits fondamentaux comme base de la légitimité étatique n'imposaient pas à tous les états de se conformer à un modèle unique à d'autres égards. Il n'est pas inutile de mentionner dans ce cadre que les quatre libertés du président Roosevelt ne comprenaient pas la liberté d'élire un gouvernement de son choix. Les régimes non démocratiques, au même titre que les démocraties, pouvaient ainsi offrir la liberté d'expression, la liberté de vivre à l'abri de la peur, la liberté de religion, et la liberté de vivre à l'abri du besoin alors citoyens, sans pour autant devenir une démocratie multipartite. La vision américaine de l'ordre du monde au XX^e siècle constituait, alors, moins un écart vis-à-vis du modèle westphalien qu'une modification de ce dernier, inspirée par différentes versions de la théorie de la sécurité républicaine¹⁰.

Les degrés de souveraineté

Première puissance mondiale au XX^e siècle, les États-Unis avaient une capacité croissante à influencer les normes de l'ordre mondial. Guidés à la fois par l'idéalisme libéral républicain et son opposition aux blocs impériaux fermés au commerce et aux investissements américains, les États-Unis ont défendu une position favorisant l'émergence d'un monde post-impérial.

En Europe, les États-Unis ont soutenu l'indépendance ou l'autonomie au sein d'états multi-ethniques pour des nationalités qui leur semblaient répondre au standard de civilisation. Le président Wilson voyait l'autodétermination nationale comme la conséquence logique de la démocratie, indiquant qu'« aucune paix ne peut durer, ni ne devrait durer, si elle ne reconnaît et n'accepte le principe que les gouvernements dérivent tous leurs pouvoirs légitimes du consentement de ceux qui sont gouvernés et que nul n'a le droit de transférer les peuples d'un potentat à l'autre, comme s'ils étaient une propriété ». Plus tard, lors de sa défense de la Société des Nations, le président affirmera que « chaque terre appartient aux peuples indigènes qui y vivent, et personne n'a le droit de dicter à ceux qui y sont nés, qui y ont grandi, qui y ont leur vie et qui y aspirent au bonheur, la forme de gouvernement ou de contrôle de territoire à laquelle ils devraient se soumettre ».

Le 8 janvier 1918, à la suite de l'entrée en guerre des États-Unis, le président Wilson a défini les objectifs de guerre américains. Ses célèbres « quatorze points » incluaient un « réajustement des frontières d'Italie [...] le long de lignes nationales clairement reconnaissables » (IX) ; « la possibilité d'un développement autonome pour les peuples d'Autriche-Hongrie » (X) ; « une entente amicale le long des lignes d'allégeance et de nationalité historiquement établies pour les relations des États des Balkans entre eux [...] » (XI) ; « la pleine possibilité de se développer de façon autonome dont jouissent les autres nations sous domination turque » ; et « la souveraineté et la sécurité des régions turques de l'Empire ottoman » (XII). Il mentionna également « la nécessaire création d'un état polonais indépendant qui inclurait les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises [...] » (XIII)¹¹.

Le président Wilson et les autres Américains partageant les mêmes idées s'opposaient à l'annexion directe des anciens territoires coloniaux ottomans et allemands aux empires britanniques et français. Ces territoires devaient plutôt être gouvernés comme des « mandats » par une puissance obligatoire unique soumise au contrôle de la Société des Nations. En pratique, toutefois, elles devinrent *de facto* des possessions coloniales britanniques et françaises.

Le président Roosevelt et ses conseillers ont voulu éviter une répétition de l'échec du système de mandats après la Deuxième Guerre mondiale. Simultanément, les Américains comprenaient que la Charte de l'Atlantique de 1941 avait associé l'alliance des Nations Unies à un objectif ultime d'autodétermination de toutes les nations, y compris celles gouvernées par les empires britanniques et français. Le système du Conseil de tutelle des Nations Unies était destiné à incarner une amélioration du système de mandat prôné par la Société des Nations. En pratique, seul un petit nombre de nations colonisées, dont la Nouvelle-Guinée, le Rwanda-Burundi et le Tanganyika (uni avec Zanzibar pour former la Tanzanie), sont parvenues à l'indépendance progressive de cette façon. En l'occurrence, la dissolution des empires coloniaux européens s'est opérée de façon soudaine et désorganisée pendant la Guerre froide, en conséquence des rébellions nationalistes, de l'extinction des puissances coloniales européennes et de la rivalité américano-soviétique, favorable à la légitimité du Tiers monde post-colonial.

La modernisation et le développement du monde post-colonial

La décolonisation rapide après 1945 a produit un grand nombre d'états post-coloniaux. Fragiles, nombre d'entre eux étaient également délimités par des frontières qui ne correspondaient pas aux réelles divisions ethniques ou linguistiques. Bien que le terme *standard de civilisation* soit tombé en désuétude, le concept a été

maintenu. Les universitaires américains et européens d'influence à la moitié du siècle, de même que d'autres experts, se sont largement penchés sur la question afin d'aider les pays post-coloniaux à concrétiser l'indépendance westphalienne, la « modernisation », et les assister à faire la transition d'une approche agraire ou pastorale à une économie urbano-industrielle, le « développement ».

Contrairement aux défenseurs de la thérapie de choc, qui vise à favoriser une transition rapide vers des « démocraties de marché », les théoriciens de la modernisation et du développement n'étaient pas d'avis que la tenue d'élections multipartites, la privatisation des biens publics ou la réduction des barrières commerciales serait une réussite en l'absence des préconditions culturelles et institutionnelles nécessaires à la démocratie libérale et à une économie moderne mixte. Les États-Unis ont toléré la modernisation d'autocraties comme celle du Chah en Iran et les juntes militaires en Amérique latine. Les programmes d'aide au développement américain pendant la Guerre froide, à l'image du programme en quatre points de l'administration Truman, mettaient l'accent sur le développement des infrastructures de base et l'industrialisation, qui prenait pour modèle des projets d'infrastructures capitalistes comme celui de la *Tennessee Valley Authority*.

Dans les années 1970, les paradigmes de la modernisation du développement avaient perdu le soutien dont ils bénéficiaient auprès des responsables politiques et des universitaires américains¹². L'économiste américain Paul Krugman a attribué la disparition des économies et de développement du milieu du siècle au fait qu'il n'était pas facile d'en établir un modèle analogue à celui de l'économie mathématique qui devint prédominante aux États-Unis à la fin du XX^e siècle. Selon Krugman, « la théorie du développement reposait majoritairement sur le postulat de l'économie d'échelle, mais personne ne savait exactement comment traduire ces économies d'échelle en modèles concrets¹³ ». Par conséquent, des théories plus faciles à modéliser sur les marchés concurrentiels comptant de nombreux producteurs et aucune économie d'échelle furent proposées dans le cadre du Consensus de Washington, qui chercha un substitut à la théorie de développement classique à la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle. Sous le règne du Consensus de Washington (une série de dix consignes économiques considérées comme l'ensemble des réformes à mener au sein des pays en développement minés par la crise), l'accent fut ainsi déplacé d'une stratégie fondée sur le développement des infrastructures et l'industrialisation à une politique de dérégulation, de privatisation et de bonne gouvernance¹⁴.

Toutefois, la disparition de la théorie du développement du milieu du XX^e siècle impliquait davantage que la montée en puissance de l'économie mathématique au sein des départements d'analyse économique américains. Dans les années 1950 et 1960, la théorie américaine du développement faisait partie du consensus

libéral du New Deal, qui fut parallèlement attaqué de toutes parts. À gauche, une réaction contre l'identification de la modernité progressive à l'industrie de masse et à l'urbanisation, associée à des penseurs tels que E. F. Schumacher et Jane Jacobs, a conduit à la défense des paysans et des petits producteurs dans les pays en développement, dont les modes de vie étaient menacés par les mégaprojets subventionnés par l'état¹⁵. À droite, certains révisionnistes ont attribué le sous-développement économique des pays post-coloniaux à un étatsisme malavisé et ont suggéré, en guise de solution, la libéralisation des marchés¹⁶. Le mouvement environnementaliste, de plus en plus populaire, a également contribué à délégitimer la théorie du développement classique, en opposant les symboles de la modernité comme les barrages hydroélectriques et les centrales nucléaires à l'énergie solaire et éolienne et en substituant l'idéal de « durabilité » à la « modernisation » et au « développement¹⁷ ». La dévalorisation des théories de la modernisation économique et politique progressive a été le point de départ d'une évolution radicale de la pensée traditionnelle américaine sur la façon de construire une version post-coloniale libérale de la société d'états westphalienne après la fin de la Guerre froide.

« Du confinement à l'élargissement »

Le 21 septembre 1993, Anthony Lake, assistant du président des affaires de Sécurité nationale, a prononcé à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies (Washington) un discours intitulé « Du confinement à l'élargissement » et a identifié dans ce cadre la politique extérieure des Américains dans le but de multiplier le nombre de « démocraties de marché ».

Selon Lake, les caractéristiques qui définissent la période de l'après-guerre froide étaient liées au triomphe du modèle de la « démocratie de marché ». Tout au long de son discours, il a ainsi associé les concepts de démocratisation et de « marchandisation » :

les deux processus se renforcent mutuellement : la démocratie seule peut conduire à la justice, mais pas aux biens matériels nécessaires à la prospérité des individus ; les marchés seuls peuvent renforcer la prospérité, mais ne permettent pas ce sens de la justice sans lequel les sociétés civilisées sont vouées à périr¹⁸.

La principale implication de cette philosophie était que l'opposition, non seulement aux sociétés capitalistes non démocratiques comme Singapour, mais également à toute version de socialisme démocratique, devait être un objectif central de la politique extérieure des États-Unis.

Lake considérait la phrase suivante si importante qu'il l'a mise en italique :

La doctrine fondée sur le confinement doit être remplacée par une stratégie d'élargissement, celui de la communauté libre des « démocraties de marché »¹⁹.

En dépit de l'utilisation par Lake du verbe « devoir », la doctrine d'élargissement n'était qu'une des diverses stratégies que les États-Unis auraient pu adopter après la Guerre froide. Elle s'est soldée par l'accord des Soviétiques de mettre fin à leur contrôle sur l'Europe de l'Est et d'abandonner leur stratégie de révisionnisme mondial. La dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques et la démocratisation de la Russie ont fait suite à la pacification des grandes puissances, mais n'en étaient pas une des conditions préalables. Le président George H. W. Bush avait lui-même adressé une mise en garde contre la désintégration de l'URSS dans son célèbre « *Chicken Kiev Speech* », où il exprimait son opposition à l'indépendance de l'Ukraine vis-à-vis de Moscou. Entre la chute du mur de Berlin en 1989 et la fragmentation de l'Union soviétique en 1991, les responsables politiques américains se sont montrés disposés à collaborer avec une Union soviétique qui se comportait comme une puissance du statu quo dans ses relations internationales, qu'elle soit une « démocratie de marché » dans son organisation interne ou pas. On peut dire la même chose du cas de la Chine. Ne mentionnons même pas les alliés autocrates et autoritaires des États-Unis comme l'Arabie Saoudite.

Une version encore plus radicale de la doctrine d'élargissement a été mise en avant dans le second discours d'investiture du président George W. Bush :

Les événements et la raison nous amènent à une conclusion : la survie de la liberté dans notre pays dépend de plus en plus du succès de la liberté dans d'autres pays. Le plus grand espoir pour la paix chez nous est le développement de la liberté dans le monde entier.

Les intérêts vitaux de l'Amérique et nos plus profondes croyances ne font désormais plus qu'un. Le jour de notre Fondation, nous avons proclamé que chaque homme et chaque femme de cette terre avait des droits, sa dignité, ses valeurs parce que chacun est fait à l'image du Créateur du Ciel et de la terre. Nous avons proclamé, à travers les générations, l'exigence impérative de l'auto-gouvernement parce qu'aucun n'est conçu pour être un maître, et pas davantage pour être un esclave. Promouvoir ces idéaux est la mission qui a créé notre Nation. Elle est l'accomplissement de nos pères. Aujourd'hui, il est urgent de s'occuper de la sécurité nationale et de faire face à notre époque.

C'est la politique des États-Unis de veiller et de soutenir la marche des institutions et des mouvements démocratiques dans chaque pays et dans chaque culture, avec l'ambition ultime de mettre un terme à la tyrannie dans le monde²⁰.

Ces thématiques ont été préservées sous l'administration Obama. Bien que le président Obama se soit montré bien plus prudent dans le déploiement de la force que son prédécesseur, le printemps arabe a inspiré une politique fondée sur une version que je qualifierais de politique d'élargissement. Selon l'administration Obama, trois autocrates arabes, Moubarak en Égypte, Kadhafi en Libye et Assad

en Syrie, devraient « partir » à la faveur d'espoirs renouvelés dans la démocratisation et la marchandisation de leur pays respectif. En Libye, les États-Unis ont mené une guerre non déclarée avec leurs alliés de l'OTAN (la Grande-Bretagne et la France) et en Syrie, ils ont armé et soutenu les opposants au régime d'Assad. En Égypte, après l'accession au pouvoir des Frères musulmans à la suite des élections, les États-Unis ont acquiescé le coup qui a réhabilité le régime militaire sous le Général Abdel Fattah el-Sisi en 2013. Dans l'intervalle, en Europe de l'Est, l'élargissement simultané de l'Union européenne et de l'OTAN a conduit à une violente réaction de la Russie et à une guerre de proximité en Ukraine.

Les thérapies de choc

De différentes façons, les présidents Obama et Bush ont continué la stratégie d'élargissement post-guerre froide initiée par l'administration Clinton. Elle est loin la vision plus réservée de Wilson et de Roosevelt d'un système westphalien libéral, qui permettrait, en réduisant les coûts de la sécurité, le développement de régimes démocratiques dans différents pays, sans pour autant imposer ou nécessiter la démocratie, et permettant ainsi la coexistence de régimes démocratiques et non démocratiques. Loin l'idée selon laquelle certaines sociétés nécessiteraient plusieurs générations de modernisation politique et de développement économique avant de pouvoir prétendre au statut de démocratie efficace ou d'économie capitaliste à part entière. L'ancien standard de civilisation permettait à certaines sociétés de devenir westphaliennes sans pour autant s'occidentaliser à l'extrême et faisait la distinction entre les communautés dites « civilisées », « barbares » ou « primitives ». Les administrations Clinton et Bush ont ensuite fait la promotion d'une vision du monde par laquelle la distinction entre les pays développés et en développement a disparu et où la ligne de démarcation la plus nette était placée entre les « démocraties de marché » et tout le reste.

La thérapie de choc est le nom qui fut donné à la transition rapide de l'économie postsoviétique en Russie, passée du communisme au capitalisme, sous le président Boris Eltsine dans les années 1990. Mais le consensus américain post-guerre froide nécessitait des thérapies de choc ou des transitions expéditives vers la démocratie, ainsi que vers des économies de marché. Les anciennes dictatures en Corée du Sud et à Taiwan, ainsi que les anciens régimes militaires en Amérique latine, ont été des sociétés modernes capables d'opérer une transition relativement douce, passant d'un régime autocrate à une démocratie électorale. Personne ne sait en revanche avec certitude si la démocratie multipartite existe, sous quelque forme significative que ce soit, dans des sociétés agraires largement illettrées comme l'Afghanistan, qui se caractérisent par des associations ethniques et familiales très

fortes et des institutions juridiques et politiques très faibles, en dépit de la présence d'observateurs internationaux lors des élections. En Irak, un état multinational, l'hégémonie électorale par la majorité chiite a provoqué des conflits avec les minorités kurde et sunnite.

S'il était irréaliste d'attendre de l'économie post-soviétique qu'elle opère une transition rapide vers une économie mixte occidentalisée, il était utopique d'attendre ce même résultat dans de nombreux pays en développement. Les théories américaines et européennes favorables à la modernisation et au développement à la moitié du siècle comportaient leur lot d'incertitudes, mais l'abandon de toute théorie de développement économique viable a créé un vide qui a été comblé dans les années 1990 et 2000 par des idées naïves et des mouvements de natures diverses.

L'un d'eux fondait son idéologie sur l'idée que la libéralisation du commerce favoriserait, d'une façon ou d'une autre, le développement des pays pauvres, mais la majeure partie du commerce mondial se trouvait déjà dans les sociétés développées ayant des industries et des consommateurs similaires. Avant de pouvoir participer à l'économie moderne mondiale, les habitants des pays post-coloniaux les plus pauvres ont besoin des bases de la modernité : des infrastructures, une énergie fiable et abordable, de l'eau propre et potable, des installations de soins de santé de base, sans oublier l'état de droit que permet la professionnalisation des agents de l'état et des soldats payés par les recettes fiscales de l'état et non par des pots-de-vin et d'autres formes de corruption.

À défaut d'avoir ces fondements d'une économie moderne, nombre de grands manitous de la mondialisation ont eu la naïveté d'espérer que des fermiers africains ou sud-américains vendent leurs produits à des consommateurs de l'hémisphère nord dans un monde globalisé. Il était également ingénu de croire que la microfinance et l'accès à la propriété des occupants de bidonvilles pourraient créer une classe moyenne dans une économie qui est restait en marge des chaînes d'approvisionnement mondiales lucratives de biens, de ressources et de services.

Le nouveau souverainisme et l'alternative BRICS

La stratégie américaine d'élargissement de l'après-guerre froide a provoqué une réaction violente de la Chine et de la Russie, membres du conseil de sécurité de l'ONU, et des gouvernements de nombreuses nations en développement. Ni la Chine ni la Russie d'aujourd'hui ne sont des « démocraties de marché » fondues dans le moule des standards dictés par Washington. La Chine a été qualifiée d'état « léniniste de marché », un régime à parti unique avec une économie dominée par des entreprises publiques appliquant une politique commerciale fondée sur le

néomercantilisme et la promotion des exportations au service de son industrie manufacturière. Sous le président Vladimir Poutine, la Russie est ce que Fareed Zakaria (de la chaîne *CNN*) a appelé une « démocratie autoritaire » dotée d'une économie mixte²¹.

Alors que les tensions entre les États-Unis et la Russie sur l'Ukraine et la Syrie, et entre les États-Unis et la Chine sur la mer de Chine méridionale, se sont exacerbées jusqu'à atteindre des niveaux proches de la Guerre froide, la rivalité géopolitique ne s'est pas accompagnée d'une idéologie contre-révolutionnaire s'opposant à l'idéologie révolutionnaire des États-Unis de l'élargissement de la démocratie de marché. Plutôt que de se mettre d'accord sur un système social idéal unique, la Chine, la Russie, et la plupart des pays non occidentaux comme l'Inde, ont fait la promotion de ce qui a été appelé le « souverainisme », une réaffirmation du droit des états souverains à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays, en réaction aux idées américaines et occidentales de la période post-guerre froide, dont la « responsabilité de protéger » et le recours à des organisations nouvelles non gouvernementales financées par l'Occident pour la promotion des « révolutions démocratiques » ou des « révolutions oranges²² ».

En politique, le nouveau souverainisme implique le rejet de l'idée que les régimes non démocratiques ou partiellement démocratiques sont intrinsèquement illégitimes. En économie, le nouveau souverainisme rejette la pression américaine et européenne visant à créer une économie mondiale unique et codifiée et défend le droit des pays de s'écarter des normes du libre-échange s'ils estiment que cet écart est dans leur intérêt. Ces idées inspirent un certain nombre de nouvelles institutions internationales créées par des pays non occidentaux pour offrir une alternative aux institutions mondiales traditionnelles dominées par les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon. Dans le domaine militaire, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est *de facto* une alliance militaire anti-occidentale dont les membres comprennent la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, et l'Ouzbékistan, avec l'Iran, l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan et la Mongolie comme membres observateurs, et la Turquie, la Biélorussie, et le Sri Lanka comme interlocuteurs²³.

De nouvelles institutions économiques internationales ont été fondées pour donner le change ou contourner les institutions contrôlées par les États-Unis et leurs alliés européens. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), créée en 2015 à l'initiative de la Chine, en fait partie. Bien que les États-Unis aient fait pression sur leurs principaux alliés pour ne pas rejoindre l'AIIB, seul Tokyo à suivi Washington ; la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Corée du Sud et Israël, entre autres, ont choisi d'en devenir membres.

Le nouveau souverainisme est largement dépeint dans les cercles élitistes américains comme une attaque agressive contre l'ordre mondial du libre-échange, que le néoconservateur Robert Kagan appelle le « monde qu'a fait l'Amérique²⁴. » Il est plus exact de voir le nouveau souverainisme comme la défense d'une vision internationaliste libérale américaine plus ancienne de l'ordre du monde, qui n'insiste pas sur l'homogénéité et la conformité politique et économique, et qui s'oppose ainsi à l'idéologie d'élargissement, radicalement différente, dont les États-Unis ont fait la promotion de différentes façons depuis l'élection de Clinton en 1992, sous l'impulsion de présidents appartenant aux deux grands partis.

Au-delà de la démocratie de marché : une réforme mondiale de la société des états

L'adoption de l'élargissement des démocraties de marché post-guerre froide par les États-Unis comme alternative au confinement n'avait rien d'inévitable. En effet, l'administration de George H. W. Bush, qui était président à la fin de la Guerre froide, a démontré qu'une approche différente à l'ordre mondial post-guerre froide était possible.

L'approche de l'administration du 41^e président des États-Unis en matière de politique extérieure est souvent décrite comme réaliste, mais il serait plus juste de la décrire comme une politique internationaliste libérale traditionnelle. Le « nouvel ordre mondial », auquel Bush en a appelé dans son discours du 6 mars 1991 au congrès était, en réalité, un système de droit international sous un concert de grandes puissances qui avait été imaginé par les architectes de la Société des Nations et les Nations Unies. L'objectif était d'instaurer la paix à travers la coopération des grandes puissances, les organisations internationales et le droit international, et non par des méthodes révolutionnaires visant à imposer un système politique ou économique universel.

Par deux fois au cours de ce siècle, le monde entier a été secoué par la guerre. Par deux fois au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable a émergé de l'horreur. Par deux fois au cours de ce siècle, ces espoirs ont pris des allures de rêve distant et humainement inaccessible.

Jusqu'à aujourd'hui, le monde que nous connaissions était un monde divisé par des barbelés et de murs de béton, un monde de conflits et de guerre froide.

Nous voyons aujourd'hui apparaître un nouveau monde, un monde dans lequel existe la perspective bien réelle d'un nouvel ordre mondial. Pour reprendre les mots de Winston Churchill, un « ordre mondial » dans lequel les principes de justice et de loyauté [...] protègent les faibles contre les plus forts. [...] Un monde où les Nations Unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, sont prêtes à concrétiser la vision historique de ses fon-

dateurs. Un monde où la liberté et le respect des droits humains sont défendus dans tous les pays.

La guerre du Golfe constitue le premier test pour ce nouvel ordre mondial et, mes chers compatriotes, nous avons réussi ce test²⁵.

Il n'est pas inutile de souligner que le président Bush a mis les mots « respect des droits humains » en exergue, mais pas le mot « démocratie ». « Pour le respect de nos principes, et pour le bien du peuple koweïtien, nous avons résisté. [...] Ce soir, le Koweït est libre²⁶ ». Le Koweït était libre en ce sens où il était indépendant et libéré de la conquête étrangère. Mais la démocratisation du Koweït n'a pas été l'un des objectifs de la guerre du Golfe et la démocratisation du monde n'a pas été l'objectif du « nouvel ordre mondial » de l'administration Bush. La première vision, centrée sur l'état, du président Bush quant à un nouvel ordre mondial sous les auspices des grandes puissances du Conseil de sécurité, qu'elles soient démocratiques ou non, pourrait difficilement être plus différent que le second appel de ce même président à mettre fin à la tyrannie dans le monde. Comme dans le cas de l'internationalisme libéral américain traditionnel, la vision de George H. W. Bush présuppose qu'un monde organisé comme une société westphalienne mondiale rendrait les démocraties plus faciles à instaurer et à préserver, mais ne ferait pas nécessairement de la démocratie la seule forme de gouvernement au monde. Pour le 41^e président des États-Unis, comme pour Franklin Roosevelt, pour prendre part à la société des états, les pays devaient respecter les droits humains fondamentaux, ce qui n'incluait pas le droit à des élections libres ou au libre-échange.

À la suite des débâcles causées par les guerres et les changements de régime au Moyen-Orient et à l'échec de la démocratisation et de la marchandisation dans de nombreux pays où les conditions pour fonder une démocratie de marché étaient partiellement ou totalement absentes, les États-Unis devraient abandonner leur idéologie d'élargissement pour en revenir à une formule analogue à la vision d'un « nouvel ordre mondial ». Plutôt que de dénoncer les « souverainistes » de Moscou, de Pékin, de New Delhi et d'ailleurs comme des opposants à l'« ordre mondial libéral », les États-Unis devraient collaborer avec d'autres puissances établies et émergentes dans le but de maintenir la paix des grandes puissances et de promouvoir le développement économique dans un monde multipolaire.

L'auteur britannique C. S. Lewis a écrit : « tous les hommes veulent progresser. Mais lorsque nous faisons fausse route, le progrès nécessite de faire un demi-tour et de revenir en arrière pour retrouver notre chemin ; ainsi, l'homme qui fera marche arrière le plus tôt sera aussi celui qui progressera le plus vite²⁷ ». À ce stade de l'histoire, pour que la politique extérieure américaine puisse faire un pas en avant, elle doit d'abord en faire un en arrière.

Notes

1. BULL, Hedley, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, 4^e éd., Basingstoke: Palgrave, 2012.
2. WIGHT, Martin, *International Theory: The Three Traditions*, New York: Holmes and Meier, 1992.
3. Voir GONG, Gerrit W., *The Standard of "Civilization" and International Society*, Leicester, Angleterre : Clarendon, 1984.
4. FIDLER, David P., « The Return of the Standard of Civilization », *Chicago Journal of International Law* 2, n°1, article 9, 2001, <http://chicagounbound.uchicago.edu/cjil/vol2/iss1/9/>.
5. DEUDNEY, Daniel, *Bounding Power: Republican Security Theory from the Polis to the Global Village*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2008. Une interprétation analogue peut être faite chez LIND, Michael, *The American Way of Strategy: U.S. Foreign Policy and the American Way of Life*, Oxford, Angleterre : Oxford University Press, 2006.
6. Cité dans LIND, *The American Way*, p. 79.
7. ART, Robert J., *A Grand Strategy for America*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2003, p. 182.
8. Cité dans LIND, *The American Way*, p. 105.
9. NAGEL, Stuart éd., *Encyclopedia of Policy Studies*, 2^e éd., Urbana-Champaign, Illinois : CRC Press, 1994, p. 828.
10. Par corollaire, remarquons que les propositions visant à acter la reconnaissance mondiale de la « responsabilité de protéger » sont également compatibles avec la société westphalienne des états. En effet, on peut avancer que cette responsabilité de protéger est une simple reformulation des obligations de respecter les droits de l'homme auxquels les états sont déjà soumis par la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reconnaître la légitimité de cette approche ne nécessite pas de soutenir des guerres ou des interventions étrangères particulières par des pays qui invoquent la responsabilité de protéger, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France dans la guerre libyenne.
11. The Avalon Project, Yale Law School, « President Woodrow Wilson's Fourteen Points », 2008, http://avalon.law.yale.edu/20th_century/wilson14.asp.
12. LATHAM, Michael E., *The Right Kind of Revolution: Modernization, Development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2011 ; et GILMAN, Nils, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, Baltimore, MD : The Johns Hopkins University Press, 2003.
13. KRUGMAN, Paul, « The Fall and Rise of Development Economics », in SCHON, Donald A. et RODWIN, Lloyd, *Rethinking the Development Experience*, Washington, DC : Brookings Institution Press, 1994, www.scribd.com/document/271289444/The-Fall-and-Rise-of-Development-Economics.
14. CHANG, Ha-Joon et GRABEL, Ilene, « Reclaiming Development from the Washington Consensus », *Journal of Post Keynesian Economics* 27, n°2, hiver 2004-05, www.jstor.org/stable/4538924?seq=1#page_scan_tab_contents.
15. SCOTT, James C., *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, CT : Yale University Press, 1998.
16. BAUER, P. T., *Equality, the Third World, and Economic Delusion*, Cambridge, MA : Oxford University Press, 1981.
17. Le terme de *durabilité (sustainability)* a été rendu populaire par le rapport « Notre avenir à tous », publié par la Commission mondiale de l'environnement et du développement des Nations Unies, connue sous le nom de Commission Brundtland, en décembre 1987.
18. Discours d'Anthony Lake, assistant du président des Affaires de Sécurité nationale, « From Containment to Enlargement », Johns Hopkins University School of Advanced International Studies, Washington, DC, *Mount Holyoke*, 21 septembre 1993, www.mtholyoke.edu/acad/intrel/lakedoc.html.
19. LAKE, *Id.*

20. BUSH, George W., président des États-Unis d'Amérique, Second discours d'investiture, Washington, DC, 20 janvier 2005, « President Bush's Second Inaugural Address », *NPR*, www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=4460172.

21. MITCHELL, Neil J., AP Central, « Illiberal Democracy and Vladimir Putin's Russia », consulté le 25 juillet 2017, <https://apcentral.collegeboard.org/courses/ap-comparative-government-and-politics/classroom-resources/illiberal-democracy-and-vladimir-putins-russia?course=ap-comparative-government-and-politics>.

22. CLARK, Sean et HOQUE, Sabrina, eds., *Debating a Post-American World: What Lies Ahead*, New York : Routledge, 2012, p. 218.

23. Site Web de l'Organisation de coopération de Shanghai, consulté le 5 mars 2016, www.sectsco.org.

24. KAGAN, Robert, *The World America Made*, New York, NY : Knopf Doubleday, 2012.

25. BUSH, George H. W., président des États-Unis d'Amérique, « Address Before a Joint Session of the Congress on the Cessation of the Persian Gulf Conflict », 6 mars 1991, *The American Presidency Project*, www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=19364.

26. *New York Times*, « After the War: The President; Transcript of President Bush's Address on End of the Gulf War », 7 mars 1991, www.nytimes.com/1991/03/07/us/after-war-president-transcript-president-bush-s-address-end-gulf-war.html?pagewanted=all.

27. LEWIS, C. S., *Mere Christianity*, New York, NY : Harper Collins Publishers, 1980, p. 28.